

## Négociation pour l'accès à la terre entre populations locales et société de plantation de palmiers à Kalimantan (Indonésie)

Johanna Clerc

<lawolfeuse@gmail.com>

### Résumé

Menée dans des plantations de palmiers à huile (PPH) récemment établies à Kalimantan Ouest par des filiales d'une grande entreprise, l'étude s'intéresse aux modalités de négociation autour de l'accès à la terre entre les populations locales et l'entreprise privée de plantation. La plupart des villageois se montrent très coopératifs avec l'entreprise, lui cédant une partie de leurs terres en échange de promesses de développement économique ; ces promesses incluant les opportunités d'emploi dans les plantations et les futurs bénéfices des plantations « plasma » (parcelles plantées par l'entreprise et entretenues par les villageois, dont les revenus reviendront en partie à ces derniers). Cependant, comme dans la majorité des cas exposés dans la littérature, la négociation entre villageois et entreprise est basée sur une forte asymétrie d'information : les termes du contrat établi sont fixés par l'entreprise, mal connus des villageois et en cas de conflits, les autorités locales échouent à défendre l'intérêt des villageois. Les conditions requises pour un consentement libre et éclairé ne sont donc pas réunies, contrairement aux objectifs de la certification *Roundtable for sustainable palm oil* (RSPO) acceptés par l'entreprise étudiée.

**Mots clés :** agriculture commerciale ; droit foncier ; gouvernance ; Indonésie ; palmier oléifère.

**Thèmes :** économie et développement rural ; productions végétales ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

### Abstract

**Oil palm plantations and negotiations for access to land in Indonesia: Reflexions based on a case study in Kapuas Hulu (West Kalimantan)**

This paper is based on a field study in palm plantations that have been newly established in West Kalimantan by the subsidiaries of a firm committed to respecting the Roundtable for sustainable palm oil's (RSPO) criteria. It aims at examining negotiation processes for land access between local people and the private plantation company. Most villagers are willing to cooperate with the company, handing over parts of their lands in exchange for promises, such as jobs and future revenues from the "plasma" plantations (the company develops the plots and then the villagers manage and own the harvest). However, as reported in most previous studies, the negotiation between the villagers and the company is based on strong information asymmetries. Contract terms defined unilaterally by the firm are poorly known by villagers and in cases of conflict with the company, local authorities fail to protect the interests of local people. The conditions required for free and informed consent are thus not met, contrary to the goals of RSPO certification.

**Key words:** cash crops; governance; Indonesia; land rights; oil palms.

**Subjects:** economy and rural development; territory, land tenure, agricultural and food production policy; vegetal productions.

Pour citer cet article : Clerc J, 2013. Négociation pour l'accès à la terre entre populations locales et société de plantation de palmiers à Kalimantan (Indonésie). *Cah Agric* 22 : 53-60. doi : 10.1684/agr.2012.0603

**D**epuis 2005, l'Indonésie, qui est le premier pays producteur d'huile de palme, fournit avec la Malaisie près de 90 % de l'huile de palme brute dans le monde (USDA, 2008 cité par Sheil *et al.*, 2009). En Indonésie, depuis le début des années 1980, la surface totale plantée en palmiers à huile s'est accrue de plus de 2 100 %, atteignant 5,2 millions en 2009 et couvrant ainsi 10 % de la surface agricole totale du pays<sup>1</sup>.

Anticipant une augmentation de la demande mondiale en huile de palme, les gouvernements locaux et provinciaux indonésiens ont prévu de consacrer environ 20 millions d'hectares supplémentaires aux plantations de palmiers à huile (PPH) (Sirait, 2009). Dans de telles circonstances, la dynamique d'extension des plantations en Indonésie semble devoir perdurer.

Dans la plupart des cas, les plantations sont développées sur des zones boisées utilisées par les populations locales selon des règles coutumières qui leur sont propres. Or, ces droits fonciers coutumiers sont peu reconnus et peu protégés par la législation et la réglementation indonésiennes (Conteras-Hermosilla et Fay, 2005 ; Colchester *et al.*, 2006). Dans ce contexte, plusieurs études de cas ont mis en évidence que des plantations pouvaient être développées sans l'accord des communautés locales et entraîner de graves conflits. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont accusé les compagnies de plantations de palmiers à huile (CPH) de bafouer les droits fonciers coutumiers des populations locales, en particulier des populations indigènes (World Rainforest Movement, 2001 ; Wakker, 2005 ; Colchester *et al.*, 2006 ; Acciaioli, 2008 ; Marti, 2008 ; Greenpeace, 2009 ; Sirait, 2009).

Pourtant, dans certains cas, les communautés locales semblent avoir été consultées lors de l'établissement de la plantation, les propriétaires coutumiers ont été indemnisés et des cas de coopération réelle existent entre les CPH et les populations locales (Feintrenie *et al.*, 2010).

Ces différentes configurations soulignent que l'installation de plantations

sur des territoires coutumiers a souvent des impacts très divers au sein même des communautés locales (Mc Carthy, 2010). Dans la mesure où les PPH, notamment celles appartenant à des compagnies privées, sont appelées à s'étendre encore en Indonésie, il est important de se pencher sur les modalités de négociation de l'accès à la terre entre les communautés locales et les CPH, d'une part, et d'étudier comment celles-ci interagissent différemment avec les individus au sein même des communautés, d'autre part. Cet article offre un aperçu du sujet en confrontant les résultats d'une étude de terrain menée en 2010 à ceux de la littérature.

## Problématique

Le contexte institutionnel régulant les droits fonciers en Indonésie est complexe et semble échouer à garantir l'équité, la sécurité et la paix sociale. La puissance coloniale hollandaise a introduit deux éléments dans la législation indonésienne qui lui ont survécu et qui fragilisent fortement la sécurité foncière : la suprématie de l'intérêt de l'État et une reconnaissance ambiguë et incomplète des droits coutumiers par le gouvernement.

La constitution indonésienne de 1945 reconnaît en partie et sous certaines conditions les institutions coutumières et les droits fonciers en général. Cependant, dans son article 33, elle permet à l'État de prendre le contrôle de toute ressource naturelle si l'intérêt national le nécessite.

La loi cadre sur les questions agraires de 1960 confirme le droit de l'État à contrôler toute ressource non revendiquée, tout en reconnaissant les droits coutumiers (droits « *ulayat* ») tant qu'ils n'interfèrent pas avec la propriété et les intérêts de l'État ou encore avec le bien commun. De plus, l'explication officielle de l'article 5 de la loi stipule que les droits « *ulayat* » ne peuvent pas être invoqués pour s'opposer aux concessions données avec droits d'usage commerciaux ou aux projets de développement.

De fait, l'absence d'une définition claire des notions d'institutions coutumières, d'intérêt national, d'intérêt de l'État et de bien commun a introduit une ambiguïté qui a été exploitée par le

gouvernement (en particulier sous Suharto) pour prendre le contrôle de ressources importantes en ignorant les droits coutumiers des populations locales, créant ainsi une forme de violence sociale et environnementale (Harwell, 2000). Selon Levang et Buysel (2007), l'État indonésien ne reconnaît de droits fonciers aux populations locales que sur les terres effectivement cultivées (champs, plantations). Ainsi tous les terrains considérés comme abandonnés, notamment les terrains en friche, les zones de forêt secondaire (mais qui peuvent être des champs en jachère) ou celles de forêt primaire, sont inclus dans le domaine de l'État. Le domaine forestier de l'État qui s'est constitué selon cette logique s'étend sur près des trois quarts de la superficie du pays, révoquant officiellement sur cette zone les droits fonciers coutumiers (Singer, 2009).

Une grande partie des permis accordés par le gouvernement aux CPH concerne d'anciennes concessions forestières appartenant au domaine forestier de l'État, qui ont souvent été préalablement déboisées. Dans ce contexte, l'établissement d'une plantation implique donc une confrontation entre les droits fonciers *de jure* accordés à la compagnie et les droits *de facto* exercés par les communautés locales. Afin de minimiser les risques de cette confrontation, depuis la fin des années 1970, les entreprises ont tenté formellement d'impliquer les populations locales dans des schémas de contractualisation de type *nucleus estate and smallholders* (NES) imposés par le gouvernement. Dans le modèle NES, chaque individu doit céder une certaine superficie à la compagnie (souvent 5 ou 7,5 hectares), en échange de quoi, il reçoit une parcelle préparée et plantée par la compagnie, de superficie inférieure à celle qu'il a cédée ; 60 à 80 % de la superficie initiale étaient rétrocédés dans les années 1980 et 1990 (Potter et Lee, 1998), contre 10 à 40 % à la fin des années 1990 (Colchester *et al.*, 2006). Sur ces parcelles formant le « plasma », par opposition aux plantations de l'entreprise constituant le *nucleus*, l'entreprise fournit des intrants (fertilisants et pesticides vendus par l'entreprise) et assure l'encadrement technique. En échange, les petits producteurs sont tenus de vendre les graines qu'ils produisent à la compagnie et cette

<sup>1</sup> FAOSTAT 2008 et 2009, base de données de la FAO consultable en ligne : <http://faostat.fao.org/site/567/default.aspx#ancor>

dernière se rembourse des frais engagés sur leur parcelles (pour la plantation et, dans certains cas, la maintenance) en déduisant un certain pourcentage du prix payé pour les graines (Sheil *et al.*, 2009).

Formellement, le choix est donc laissé aux populations locales. Cependant, dans plusieurs cas de plantation de type NES rapportés dans la littérature, l'accord apparent de la population n'était qu'une façade. Il masquait en réalité des stratégies d'intimidation et de manipulation de la part des compagnies et des représentants du gouvernement qui mobilisaient parfois l'armée (surtout sous Suharto), utilisaient de mauvaises informations et tentaient de corrompre les leaders locaux et les personnalités influentes (Colchester *et al.*, 2006 ; Marti, 2008). De plus, si les droits fonciers individuels tendaient à être pris en compte sur certaines zones, ce n'était en général pas le cas pour les droits fonciers collectifs sur d'autres zones (Colchester *et al.*, 2006 ; Levang et Buyse, 2007 ; Acciaioli, 2008).

Avec l'affaiblissement du pouvoir central consécutif à la chute de Suharto en 1997, de nombreux conflits latents éclatèrent, les populations locales revendiquant une meilleure prise en compte de leurs droits coutumiers (Harwell, 2000 ; Penot et Geissler, 2004).

Depuis lors, d'importantes réformes politiques ont été engagées, initiant un processus de décentralisation pour donner plus d'autonomie aux gouvernements locaux. Quelques tentatives visant à renforcer le statut des droits coutumiers sont à noter, mais elles laissent un pouvoir discrétionnaire fort aux *Bupati*, chefs des *kabupaten* (départements) et le résultat en termes de sécurisation foncière est plutôt décevant. En 2007 par exemple, l'Agence nationale foncière recensait 7 491 conflits fonciers sérieux (Winoto, 2009).

Face aux scandales sociaux et environnementaux soulevés par les PPH, un schéma de certification a été développé dans les années 2000, dans le cadre du *Roundtable for sustainable palm oil* (RSPO). Les principes et critères à respecter pour obtenir la certification ont été définis en 2005, par l'Assemblée générale du RSPO puis confirmés et précisés en 2007. Le consentement libre, préalable et

éclairé (*free, prior and informed consent* [FPIC]) des populations avant l'établissement des plantations a alors été inclus dans les critères 2.3, 7.5 et 7.6 du cahier des charges (RSPO, 2005 ; RSPO, 2007). Les CPH qui étaient déjà membres du RSPO se sont engagées à les respecter dès 2005. C'est le cas de PT BINJUN<sup>2</sup> qui s'est fixé d'ailleurs pour objectif de certifier la plupart de ses plantations d'ici 2015, d'après son site internet. L'entreprise PT BINJUN, l'une des plus grandes CPH d'Indonésie, est une filiale de la société KTU qui fait partie des premiers producteurs mondiaux d'huile de palme avec ses 455 800 hectares (au 31 mars 2012) de plantations en Indonésie. Si l'exigence du FPIC n'a pas été satisfaite dans la grande majorité des cas présentés dans la littérature (cas étudiés en grande partie avant 2005), il est intéressant d'étudier ce qu'il en est dans les plantations récentes gérées par les entreprises membres du RSPO, comme PT BINJUN.

## Présentation de l'étude

Cette étude se penche sur la négociation pour l'accès à la terre entre une compagnie privée et les populations locales dans le cas de l'établissement d'une PPH par une entreprise, PT BINJUN, censée respecter les principes et critères définis par le RSPO, bien que ne bénéficiant pas encore de la certification. Au-delà de la simple description de ce processus, elle tente de dresser un premier aperçu du ressenti et de la perception des habitants locaux du projet de plantation ainsi que des potentiels déséquilibres dans les pouvoirs de négociation. L'enjeu final est de savoir si le principe du FPIC des populations locales est respecté dans la négociation.

Pour répondre à ces questions, une démarche compréhensive a été adoptée. Les informations et les perceptions ont été recueillies dans quatre villages indonésiens (que nous nommerons A, B, C et D) lors d'entretiens semi-structurés, où les mêmes types

<sup>2</sup> Le nom du groupe et de l'entreprise ont été changés.

de questions ont été posés systématiquement.

Ce travail de terrain a été effectué lors d'un stage réalisé au Cifor dans le cadre du projet *Collaborative land use planning and sustainable institutional arrangement for strengthening land tenure, forest and community rights in Indonesia* financé par l'Union européenne et exécuté par le Cirad. Ce projet concerne, entre autres, le *kabupaten* de Kapuas Hulu dans la province de Kalimantan Ouest. Il s'agit de la province où la plus forte expansion de PPH (5 millions d'hectares d'ici 2020) est attendue (Sirait, 2009), et où le nombre de conflits entre communautés locales et CPH était le deuxième plus élevé de toute l'Indonésie en 2008 (Marti, 2008).

La volonté de capter les perceptions des habitants au début des projets de plantation a restreint la zone d'étude à la bordure ouest du *kabupaten* de Kapuas Hulu sur le front d'avancée (d'ouest en est) des PPH. Dans cette zone, l'étude a été menée exclusivement dans des villages *Iban Dayak*, car ils représentent, après les *Melayus*, le groupe culturel dominant, et qu'ils ont la particularité d'être directement dépendants de l'agriculture et des terres (contrairement aux *Melayus* qui sont avant tout des pêcheurs). La *figure 1* permet de situer la zone d'étude dans l'île de Bornéo.

Les villages A, B, C et D ont ensuite été choisis dans cette zone selon des critères démographiques, avec l'hypothèse que la pression démographique sur le patrimoine foncier était un facteur qui pouvait peser sur l'inclinaison des villageois à accepter les plantations. Enfin, le village A a été choisi parce qu'il faisait partie des villages *Iban Dayak* du *kabupaten* en situation conflictuelle avec la CPH. Le processus de négociation pour la PPH a commencé en 2008 dans le village B et s'est poursuivi dans les autres villages la même année, mené par des filiales de la même entreprise privée, PT BINJUN. Au moment de l'étude, les palmiers plantés n'étaient pas encore en production et les opérations de plantation n'étaient pas achevées sur toutes les parcelles. Le travail de terrain réalisé en 2010 a été organisé de façon à consacrer 10 à 15 jours à chaque village, permettant de réaliser une vingtaine d'entretiens par village. Les principaux leaders du

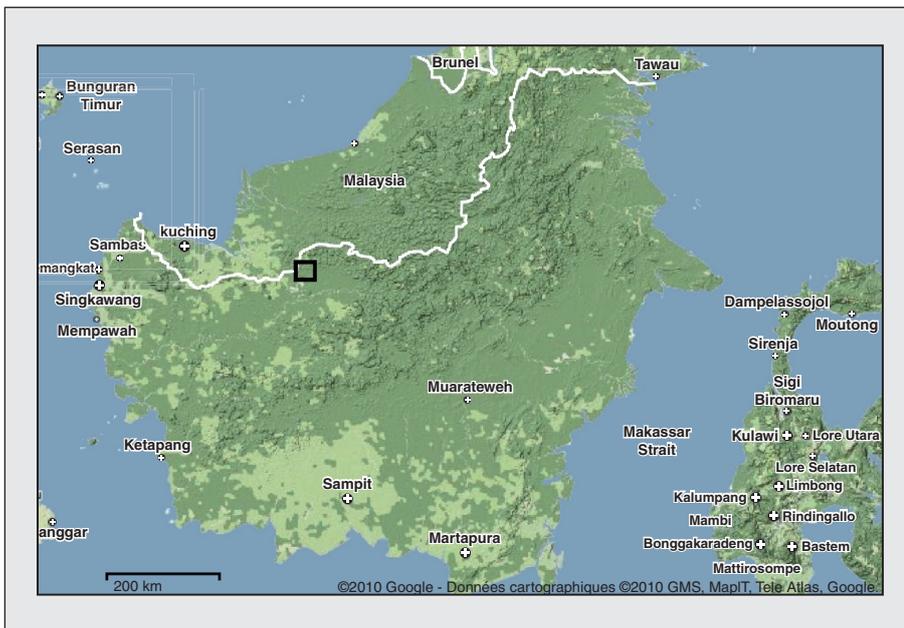


Figure 1. Localisation de la zone d'étude.

Figure 1. Location of the study sites.

village (chef du village, *kepala dusun, patih*) ainsi que des chefs de famille ont été interrogés (tableau 1). Leurs épouses ont aussi été interrogées séparément, dans la mesure du possible. En raison du peu de temps passé dans chaque village, et dans le souci de récolter des données représentatives de l'ensemble des habitants, les chefs de familles ont été sélectionnés de façon aléatoire.

Dans la prochaine partie, les principaux résultats de l'analyse des entretiens sont présentés et discutés (l'analyse et les résultats détaillés sont disponibles dans Clerc, 2010).

## Résultats et discussion

### Des villageois en grande partie satisfaits et en apparence impliqués dans les prises de décision

Dans tous les villages (sauf le village A), de nombreux villageois insistent fortement sur le fait que la compagnie ne les a pas forcés à céder leurs terres, et la plupart se montrent satisfaits de

l'arrivée de la CPH. De fait, très peu se sont sentis obligés de céder leurs terres à la CPH et certains chefs de famille, notamment dans le village D, se sont même plaints de ne pas pouvoir transférer plus de parcelles, car elles étaient situées en dehors de la zone délimitée par le permis délivré par le gouvernement local.

Toutes les personnes interrogées confirment que les représentants de la CPH se sont rendus dans les villages pour demander la permission d'utiliser les terres<sup>3</sup>, avant le début de la plantation (même dans le village A). Ils ont d'abord et principalement rencontré les leaders du village, mais ont aussi organisé plusieurs réunions avec l'ensemble des chefs de famille. Par ailleurs, aucune organisation extérieure aux villages ou à la compagnie (ONG, agence privée ou gouvernementale) ne semble avoir accompagné ces négociations.

À l'intérieur des villages et à l'exception du village A, la décision d'accep-

<sup>3</sup> Lors des entretiens, les villageois n'étaient pas en mesure de préciser qui étaient ou devenaient le propriétaire légal des terres. Dans des cas similaires étudiés dans le pays, l'entreprise ou l'État sont enregistrés comme propriétaires et dans le second cas, l'entreprise accède à la terre sur la base d'une concession.

ter ou non la compagnie a été prise par consensus et avec la participation de la majorité des représentants des foyers. Dans le village A, qui a refusé le projet de plantation, la plupart des habitants, qu'ils soient pour ou contre le projet de plantation, considéraient que la décision avait été prise par les leaders du village (qui, eux, estiment qu'elle a été le fruit d'un consensus obtenu avec l'ensemble des villageois).

Pour désigner les terres forestières (gérées de façon collective) qui seraient cédées à l'entreprise, la décision a été prise par consensus au niveau du village ou par les leaders du village. Les forêts protégées par les règles coutumières n'ont pas été transférées à la compagnie.

En ce qui concerne les terres privées, chaque propriétaire a été consulté et de nombreuses réunions plus ou moins formelles semblent avoir été organisées afin que les villageois se coordonnent pour délimiter un bloc continu qui serait cédé à l'entreprise. En raison des normes sociales, seuls les représentants des différents foyers participaient aux réunions, et il s'agissait pour la grande majorité d'hommes. Au sein des foyers, les décisions concernant les problématiques foncières sont prises en général par les hommes, et les femmes (de même que les jeunes adultes) semblent donc avoir été peu impliquées dans ce processus de décision.

Dans le cas étudié, la majorité des chefs de foyers semble donc avoir pu choisir dans une large mesure de céder ou non leurs parcelles privées à la compagnie, et ce, contrairement aux cas analysés par Marti (2008) pour lesquels il rapporte que de nombreuses communautés disent n'avoir pas été consultées (dans des régions distinctes de celle qui est étudiée ici, par exemple, en 2005, le village de Semunying Jaya, *kabupaten* Bengkayan, Kalimantan Ouest ou encore le village Senujuh, *kabupaten* Sambas, Kalimantan Ouest).

### Quelles raisons à cette collaboration ?

L'attitude coopérative de la majorité des villageois peut paraître surprenante au vu des nombreuses situations conflictuelles rapportées dans la littérature. Pourtant, elle rejoint l'analyse

**Tableau 1. Caractéristiques des villages étudiés et nombre de personnes interrogées.**

Table 1. Characteristics of studied villages and number of people interviewed.

	Village A	Village B	Village C	Village D
Nombre de foyers	58	65	20	29
Territoire du village (hectares)	> 4 000	4 000 à 5 000	4 640	4 000 à 5 000
Taille de la PPH (hectares)	?	2 400	2 640	462
Taille de la plantation nucleus (hectares)	?	1 920	2 112	369
Taille de la plantation plasma (hectares)	?	384	528	93
Nombre total d'entretiens menés auprès de :	19	28	20	24
Leaders locaux	3	2	1	3
Chefs de famille (hommes)	10	15	12	13
Femmes	6	11	7	8

PPH : plantation de palmiers à huile.

faite par Rist *et al.* (2010), qui affirment que, dans les *kabupaten* de Bungo (Sumatra central), Sanggau (Kalimantan Ouest), Northern Barito (Kalimantan central) et Malinau (Kalimantan Est), la plupart des villages accueillent favorablement les PPH comme la meilleure option pour améliorer leurs revenus, et ce d'autant plus qu'ils sont situés dans des zones isolées (ce qui est le cas des quatre villages étudiés) et qu'ils n'ont pas eu d'expérience antérieure négative avec des projets de plantation. À ce titre, il est intéressant de noter que le village A qui est en conflit avec l'entreprise est le seul à avoir vu deux projets de PPH échouer sur son territoire (dans les années 1990 et au début des années 2000).

Dans notre cas, la collaboration entre les villageois et la compagnie peut être expliquée, au moins en partie, par les grandes compensations qui leur ont été promises et par la confiance que la CPH a su leur inspirer.

En effet, un modèle de type NES a été proposé par la CPH. Sur la plantation « plasma » (20 % de la surface totale plantée), les bénéfices nets de la production (produits de la vente des fruits desquels auront été déduits les coûts engagés par la compagnie) seront redistribués aux paysans proportionnellement à la superficie de terre qu'ils ont individuellement ou collectivement cédée à la plantation, comme illustré par la *figure 2*.

Une coopérative regroupant tous les villageois possédant une partie de la plantation « plasma » (à travers le transfert de leurs terres privées ou de terres communes) sera responsable de la redistribution des bénéfices selon les règles décrites plus hauts. Dans chaque village, une unité de service aux membres de la coopérative (UPA), entité dépendant de la coopérative, sera l'interface entre les individus et la coopérative.

La CPH s'est appuyée fortement sur le succès des plantations « plasma » qu'elle a développées à Riau (Sumatra) pour convaincre les habitants, leur promettant un bénéfice net de 350 \$/mois par hectare de plantation « plasma » en phase de pleine production. Ces chiffres paraissent très élevés quand on les compare à ceux cités le plus souvent dans la littérature, mais ils se rapprochent de ceux des études récentes, qui reflètent sans doute l'augmentation du prix de l'huile de palme sur les marchés internationaux. Par exemple, Susila (2004) a calculé un bénéfice net d'environ 535 \$/an par hectare au début des années 2000 dans les *kabupaten* de Kampar et Musi Banyuasin à Sumatra pour les plantations « plasma », alors que Rist *et al.* (2010) ont calculé un retour moyen à la terre de 2 846 \$/an/ha à Bungo, Sumatra, à la fin des années 2000, lorsque les prix étaient élevés.

Mais en plus de ces promesses de bénéfice, les opportunités d'emploi en tant que journalier dans les plantations sont un autre élément clé de l'engouement des villageois. Finalement, la majorité des habitants, et surtout les leaders (sauf ceux du village A) placent tous leurs espoirs de développement dans le projet de PPH.

Le cas du village A est intéressant, car il montre l'importance pour la CPH d'établir une relation de confiance avec les villageois. En effet, les leaders du village A sont les seuls de la zone à avoir exigé de la CPH des garanties écrites sur le partage des bénéfices et la sécurité de leurs droits fonciers comme préalable à tout accord. La compagnie a refusé, c'est pourquoi ils ne l'ont pas autorisée à développer la plantation sur le territoire du village. Il existe en réalité peu de cas dans la littérature où les communautés locales se sont opposées aux projets de PPH en tant que tel (Feintrenie *et al.*, 2009). Les conflits ont plutôt tendance à émerger quand les populations locales réalisent que les CPH ne tiennent pas les promesses faites (Potter et Lee, 1998 ; Rist *et al.*, 2010), soit parce qu'elles ne parviennent pas à mener à bien la plantation et la construction des infrastructures (voir par exemple, le cas de PT London Sumatra International Tbk à Kutai Barat analysé par Casson [2001]) soit en raison d'un mauvais enregistrement des droits

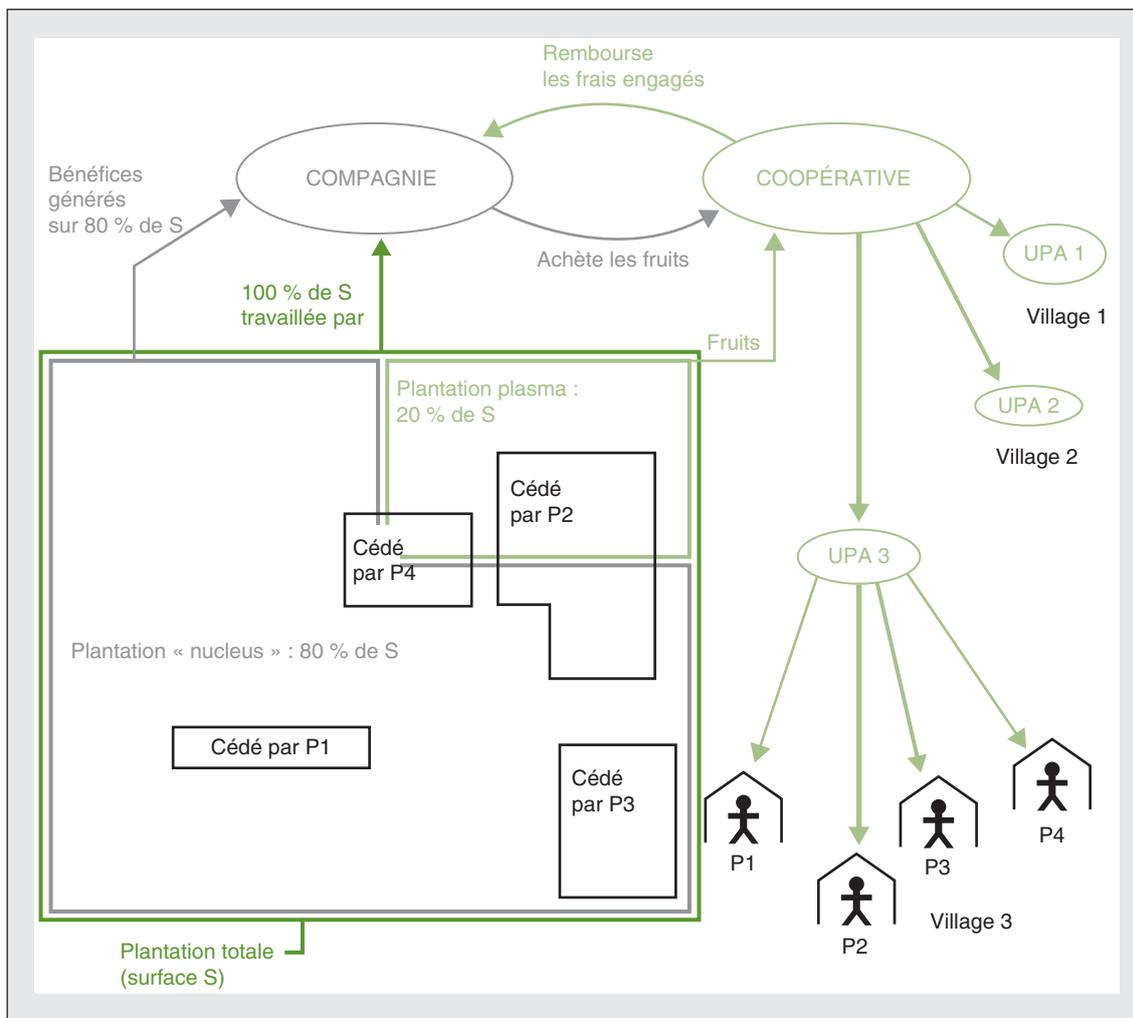


Figure 2. Le partage des bénéfices entre la compagnie de palmier à huile et les villageois.

Figure 2. Benefit-sharing between oil palm company and villagers.

S : surface totale plantée en palmiers à huile ; P1 : villageois n°1 ; P2 : villageois n° 2, etc. ; UPAs : unité de service aux membres de la coopérative du village n°x (x : 1 à 3).

fonciers coutumiers (Zen *et al.*, 2005) ou bien encore de compensations jugées insuffisantes (Colchester *et al.*, 2006).

À ce titre, plusieurs personnes interrogées ont expliqué qu'elles considéraient le fait que l'entreprise, PT BINJUN, soit la plus grande CPH indonésienne comme une garantie qu'elle mènerait bien la plantation à terme et qu'elle tiendrait ses engagements envers les villages. Comme expliqué plus haut, la compagnie a travaillé son image en vantant le succès de ses plantations à Riau dans un film qu'elle a projeté aux villageois (et qui circulait aussi au sein du village A parmi un groupe d'individus désireux de se joindre au projet de

plantation). Les leaders des villages coopératifs (tous sauf A) ont également été invités par l'entreprise pendant une semaine dans ses plantations de Riau afin qu'ils puissent témoigner ensuite dans leur village. Des pratiques similaires ont été rapportées dans d'autres études, par exemple celle qui a été menée sur l'entreprise PTPN XIII à Parindu (Colchester *et al.*, 2006).

### Un consentement libre, préalable et éclairé ?

Malgré les bonnes relations établies entre les villages B, C, D et la CPH, des doutes peuvent être émis quant au

caractère libre, préalable et éclairé du choix des villageois.

Premièrement, le cas du village A montre qu'en cas de refus et de conflit, le gouvernement local penche plutôt du côté de l'entreprise. En effet, bien que les leaders du village A aient refusé les plans de PPH, les habitants du village voisin ont décidé d'autoriser la CPH à établir une plantation sur une partie du territoire que les habitants de A considèrent comme leur appartenant. Les deux villages ne parviennent pas à s'accorder sur un mode de résolution du conflit et le village voisin est soutenu par la compagnie et par l'administration locale. Le village A propose de régler le conflit selon les pratiques coutumières, ce que refuse

le village voisin qui veut régler le différend *via* les institutions judiciaires officielles, jugées trop coûteuses par les leaders du village A. Ce conflit, basé sur un manque de clarté dans la délimitation des territoires villageois (dont il n'existe pas de carte officielle), semble donc difficile à résoudre, mais la CPH n'a pas arrêté ses opérations pour autant.

Par ailleurs, les modalités de partage des surfaces, notamment la part allouée à la plantation « plasma », ont été décidées par la CPH sans véritable négociation avec les villages (dans la plupart des cas présentés dans la littérature, c'est le gouvernement local qui décide du rapport nucleus/plasma). En réalité, seul le village D a tenté d'obtenir une part plus grande de plantation « plasma » lors des premières visites des représentants de la CPH. Ceux-ci ont répondu qu'ils devaient en discuter avec leurs supérieurs. Cependant, entre-temps ils se sont rendus dans les villages voisins qui eux, ont directement accepté la proposition de l'entreprise. Le village D a ensuite dû l'accepter par souci d'équité envers ses voisins. Un délai plus long aurait peut-être permis une meilleure coordination entre les villages, ce qui aurait pu améliorer leur pouvoir de négociation (déjà affaibli par le manque d'alternative économique et le fait que la CPH prospecte sans concurrence dans la zone).

Dans les villages B, C et D, au-delà de l'absence de tiers capables d'expliquer les conséquences environnementales et sociales des PPH aux villageois, le manque de garanties écrites et d'informations précises sur les termes du contrat conclu avec la CPH est frappant. Hormis certains leaders locaux et les futurs leaders de la coopérative et des UPA, il est très rare que les villageois connaissent par exemple la proportion de plantation « plasma » qui leur sera allouée (à savoir 20 %), et très peu connaissent le rôle exact de la coopérative. De plus, aucun d'entre eux ne possède de document ou de contrat écrit et signé spécifiant l'arrangement établi avec la compagnie. Très peu s'en inquiètent, et très peu savent que ces documents seraient en fait détenus exclusivement par la coopérative.

Enfin, une grande incertitude subsiste sur le statut des terres cédées à la plantation nucleus. Les villageois

considèrent que la compagnie prend leurs terres en location pour y cultiver des palmiers à huile pendant 25 à 30 ans. Ils s'attendent à reprendre possession des terres plantées après cette période et à pouvoir alors choisir de renouveler l'expérience ou pas. Or, d'après la plupart des cas reportés dans la littérature (notamment par Penot et Geissler, 2004 ; Colchester *et al.*, 2006 ; Zen *et al.*, 2008), le gouvernement et la compagnie considèrent en réalité ces terres comme appartenant à l'État. Ce manque d'information est sans doute le plus grave, car il signifie que les villageois se sont engagés dans le projet de PPH sans être conscients qu'ils perdaient 80 % de leur patrimoine foncier sur les zones plantées.

## Conclusion

Si les stratégies d'intimidation qui caractérisaient l'établissement de PPH sous le régime de Suharto ne semblent plus d'actualité, les stratégies de séduction des populations locales existent toujours. L'étude de terrain présentée montre que l'appartenance de l'entreprise au RSPO n'est pas un gage du respect du principe du FPIC et qu'un gros effort reste à faire en termes d'information des individus au sein des communautés locales. Ernsting (2008), qui a étudié les pratiques des trois premières plantations certifiées RSPO, a déjà mentionné que pour une de ces plantations, ce principe n'était pas respecté. Dans de telles conditions, des conflits peuvent émerger ultérieurement, malgré l'enthousiasme initial des villageois. Le cas du village A montre d'ailleurs le manque de neutralité de la part de l'administration locale en cas de conflit.

La coopérative, en tant qu'intermédiaire entre les villageois et la compagnie, aura quant à elle un rôle stratégique à jouer pour garantir le respect des engagements pris et minimiser les risques d'abus de la part de la compagnie. La question du degré de contrôle que les villageois seront capables d'exercer sur la coopérative pour assurer une gestion équitable est donc aussi à considérer. L'importance de la gestion de la coopérative a été soulignée dans d'autres études de cas

sur l'impact des PPH sur les populations locales (Rist *et al.*, 2010).

Enfin, lorsque les populations locales ont peu d'expérience de négociation avec des entreprises de plantation, l'intervention d'une tierce partie (ONG compétente ou agence gouvernementale dévouée à un véritable développement local par exemple) semble nécessaire pour renforcer leur information et leur pouvoir de négociation. ■

## Références

Acciaoli G, 2008. Mobilizing against the "cruel oil": dilemmas of organizing resistance against palm oil plantations in Central Kalimantan. In : Persoon GA, Osseweijer M, eds. *Reflections on the Heart of Borneo*. Tropenbos Series 24 Wageningen (Pays Bas) : Tropenbos International. [www.tropenbos.org/file.php/226/tbi\\_series\\_24-low.pdf](http://www.tropenbos.org/file.php/226/tbi_series_24-low.pdf)

Casson A, 2001. *Decentralisation of policies affecting forests and estate crops in Kutai Barat district, East Kalimantan*. Bogor (Indonésie) : Center for international forestry research. [www.cifor.org/publications/pdf\\_files/Books/Decentralisation-Case4.pdf](http://www.cifor.org/publications/pdf_files/Books/Decentralisation-Case4.pdf)

Clerc J, 2010. *Unpacking tenure security: development of a conceptual framework and application to the case of oil palm expansion on customary land in Kapuas Hulu regency, West Kalimantan, Indonesia*. Thèse de master, AgroParisTech ENGREF (Montpellier). [http://infodoc.agroparistech.fr/index.php?lvl=author\\_see&id=73916](http://infodoc.agroparistech.fr/index.php?lvl=author_see&id=73916)

Colchester M, Jiwan N, Andiko, Sirait M, Firdaus AY, Surambo A, *et al.*, 2006. *Promised land: palm oil and land acquisition in Indonesia – implications for local communities and indigenous peoples*. Bogor (Indonésie) ; Moreton in Marsh (Angleterre) : Perkumpulan Sawit Watch, HuMA, World Agroforestry Centre ; Forest Peoples Programme. [www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/08/promisedlandeng.pdf](http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/08/promisedlandeng.pdf)

Contreras-Hermosilla A, Fay C, 2005. *Strengthening forest management in Indonesia through land tenure reform. Issues and framework for action*. Washington DC (États-Unis) : Forest Trends. [www.forest-trends.org/documents/files/doc\\_107.pdf](http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_107.pdf)

Ernsting A, 2008. *Certified unsustainable? Observations on the first three RSPO certificates*. Biofuelwatch, 2008. [www.biofuelwatch.org.uk/docs/RSPO\\_certification.pdf](http://www.biofuelwatch.org.uk/docs/RSPO_certification.pdf)

Feintrenie L, Chong WK, Levang P, 2009. *How to influence oil palm development in order to make it benefit local people and prevent uncontrolled deforestation?* Rapport présenté au XIII<sup>e</sup> Congrès forestier international, Buenos Aires (Argentine), 19 au 23 octobre 2009

Feintrenie L, Chong WK, Levang P, 2010. Why do farmers prefer oil palm? Lessons learnt from Bungo district, Indonesia. *Small-scale Forestry* 9 : 379-96.

Greenpeace, 2009. *Illegal forest clearance and RSPO greenwash: case studies of Sinar Mas*. Londres (Angleterre) : Greenpeace. [www.greenpeace.org.uk/files/pdfs/forests/sinarmasRSPOgreenwash.pdf](http://www.greenpeace.org.uk/files/pdfs/forests/sinarmasRSPOgreenwash.pdf)

Harwell E, 2000. *The un-natural history of culture; Ethnicity, tradition and territorial conflicts in West*

Kalimantan, Indonesia, 1800-1997. Thèse de doctorat, école de foresterie et d'études environnementales, Université de Yale, New Haven (États-Unis). Résumé : [www.thefreelibrary.com/Ph.D.+thesis,+Yale%3A+The+Un-natural+History+of+Culture%3A+Ethnicity,...-a0166350070](http://www.thefreelibrary.com/Ph.D.+thesis,+Yale%3A+The+Un-natural+History+of+Culture%3A+Ethnicity,...-a0166350070)

Levang P, Buyse N, 2007. Droits fonciers coutumiers et autonomie régionale à Kalimantan-Est (Indonésie) : entre enjeux de pouvoir et contrôle de l'accès aux ressources. *Vertigo* 4 : 1-8. doi: 10.4000/vertigo.1375. <http://vertigo.revues.org/1375>

McCarthy JF, 2010. Processes of inclusion and adverse incorporation: oil palm and agrarian change in Sumatra, Indonesia. *The Journal of Peasant Studies* 37 : 821-50. doi: 10.1080/03066150.

Marti S, 2008. *Losing ground: the human rights impacts of oil palm plantation expansion in Indonesia*. Londres; Edinburgh (Royaume Uni); Bogor (Indonésie) : Friends of the Earth; LifeMosaic; Sawit Watch. [www.wrm.org.uy/countries/Indonesia/losingground.pdf](http://www.wrm.org.uy/countries/Indonesia/losingground.pdf)

Penot E, Geissler C, 2004. Deforestation, agricultural concession policies and potential conflicts in Sanggau district, West Kalimantan province, Indonesia. In : Babin D, ed. *Beyond tropical deforestation: from tropical deforestation to forest cover dynamics and forest development*. Montpellier (France) : Cirad éditions.

Potter LC, Lee J, 1998. *Tree planting in Indonesia: trends impacts and directions*. CIFOR Occasional Paper No 18. Bogor (Indonésie) : Center for International Forestry Research.

Rist L, Feintrenie L, Levang P, 2010. The livelihood impacts of oil palm: smallholders in Indonesia. *Biodiversity and Conservation* 19 : 1009-24.

Roundtable for sustainable palm oil, 2005. *RSPO principles and criteria for sustainable palm oil production*. [www.rspo.org/file/RSPO%20Principles%20&%20Criteria%20for%20Sustainable%20Palm%20Oil%20%28final%20public%20release%29.pdf](http://www.rspo.org/file/RSPO%20Principles%20&%20Criteria%20for%20Sustainable%20Palm%20Oil%20%28final%20public%20release%29.pdf)

Roundtable for sustainable palm oil, 2007. *RSPO principles and criteria for sustainable palm oil production, including indicators and guidance*. [www.rspo.org/files/resource\\_centre/RSPO%20Principles%20&%20Criteria%20Document.pdf](http://www.rspo.org/files/resource_centre/RSPO%20Principles%20&%20Criteria%20Document.pdf)

Sheil D, Casson A, Meijaard E, van Noordwijk M, Gaskell J, Sunderland-Groves J, et al., 2009. *The impacts and opportunities of oil palm in Southeast Asia: what do we know and what do we need to know?* Bogor (Indonésie) : Center for international forestry research. [www.cifor.org/online-library/browse/view-publication/publication/2792.html](http://www.cifor.org/online-library/browse/view-publication/publication/2792.html)

Singer B, 2009. *Indonesian forest-related policies: a multisectoral overview of public policies in Indonesia's forests since 1965*. France : Institut d'études politiques ; Cirad. [www.b-singer.fr/pdf/Forest\\_policies\\_in\\_Indonesia.pdf](http://www.b-singer.fr/pdf/Forest_policies_in_Indonesia.pdf)

Sirait MT, 2009. *Indigenous peoples and oil palm plantation expansion in West Kalimantan, Indonesia*. Amsterdam University Law Faculty : Cordaid. [www.worldagroforestry.org/downloads/publications/PDFs/RP16385.PDF](http://www.worldagroforestry.org/downloads/publications/PDFs/RP16385.PDF)

Susila WR, 2004. Contribution of oil palm industry to economic growth and poverty alleviation in Indonesia. *Jurnal Litbang Pertanian* 23 : 106-14.

United States Department of Agriculture (USDA), 2008. *Palm oil: world supply and distribution. Production, Supply and Distribution*. [www.fas.usda.gov/psdonline/psdHome.aspx](http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdHome.aspx)

Wakker E, 2005. *Greasy palms: the social and ecological impacts of large-scale oil palm plantation development in Southeast Asia*. Friends of the Earth, 2005. [www.foe.co.uk/resource/reports/greasy\\_palms\\_impacts.pdf](http://www.foe.co.uk/resource/reports/greasy_palms_impacts.pdf)

Winoto J, 2009. *Taking land policy and administration in Indonesia to the next stage and national land agency's strategic plan*. Workshop at the International federation of surveyors' forum, Washington (DC), USA, March 2009. [www.fig.net/pub/fig\\_wb\\_2009/papers/country/country\\_winoto.pdf](http://www.fig.net/pub/fig_wb_2009/papers/country/country_winoto.pdf)

World Rainforest Movement, 2001. *The bitter fruit of oil palm: dispossession and deforestation*. World Rainforest Movement. [www.wrm.org.uy/plantations/material/OilPalm.pdf](http://www.wrm.org.uy/plantations/material/OilPalm.pdf)

Zen Z, Barlow C, Gondowarsito R, 2005. *Oil palm in Indonesian socio-economic improvement: a review of options*. [www.digitalcollections.anu.edu.au/bitstream/1885/43005/2/wp-econ-2005-11.pdf](http://www.digitalcollections.anu.edu.au/bitstream/1885/43005/2/wp-econ-2005-11.pdf)

Zen Z, McCarthy JF, Gillespie P, 2008. *Linking pro-poor policy and oil palm cultivation*. Policy brief. Crawford School of Economics and Government, The Australian National University. [www.aigrp.anu.edu.au/publications/briefs.php](http://www.aigrp.anu.edu.au/publications/briefs.php)